1
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Colonies, le 27 janvier 1955, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant le statut des agents de l'administration d'Afrique annexé à l'arrêté du Régent du 20 août 1948", a donné le 8 février 1955 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 27e Januari 1955 door de Minister van Koloniën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het Regentsbesluit van 20 Augustus 1948", heeft de 8e Februari 1955 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui ne requièrent pas de commentaire et qui ressortent du texte proposé ci-après :

De Raad van State stelt voor een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen, die geen commentaar behoeven en die blijken uit de hierna voorgestelde tekst :

ARRETE ROYAL MODIFIANT LE STATUT DES AGENTS DE L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE ANNEXE A L'ARRETE DU REGENT DU 20 AOUT 1948.

Préambule ... (comme au projet du Gouvernement)...

Article 1er.-

L'article 46, alinéa 1er, du statut des agents de l'administration d'Afrique, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Les périodes de services effectifs dans la Colonie sont de 36 mois jusqu'à l'accomplissement de 15 ans de services effectifs, et de 30 mois ensuite. Toutefois, la dernière période de services effectifs est éventuellement réduite par l'application de l'article 47, alinéa 2.".

Article 2.-

L'article 47, alinéa 3, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 3.-

L'article 48, alinéas 5 et 6,du même statut, modifié par l'arrêté royal du 15 mars 1954, est remplacé par les dispositions suivantes :

"Il peut être mis fin d'office aux services effectifs d'un agent, à l'expiration du séjour en Afrique après lequel il lui resterait moins de deux ans de services effectifs à accomplir avant d'atteindre la limite d'âge.

La fin de carrière intervient à l'expiration du congé auquel donne droit la dernière période de services,éventuellement augmenté du reliquat de congé visé à l'article 98.".

Article 4.-

L'article 53, alinéa 1er,du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Les congés ne sont pas comptés dans la carrière pendant que celle-ci est en cours. Lorsqu'elle prend fin après 15 ans au moins de services effectifs, elle est augmentée fictivement d'une durée représentative des congés, fixée forfaitairement à un sixième des services effectifs pour les quinze premières années de services effectifs , et à un cinquième pour les années ultérieures.".

Article 5.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 6.-

L'article 61, alinéa 1er, du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Les traitements d'activité, de congé et d'attente sont payés par mois et par anticipation. En cas de décès, le traitement du mois en cours reste tout entier acquis à la veuve ou, à défaut, aux enfants de l'agent.".

Article 7.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 8.-

... (texte du projet du Gouvernement sous réserve de faire précéder le nouveau texte des mots :

"Article 95.-) ...

Article 9.-

L'article 96, alinéas 2 et 3, du même statut est remplacé par les dispositions suivantes :

"L'indemnité prévue à l'alinéa 1er n'est pas allouée dans les deux cas suivants :

1° si l'agent a porçu l'indemnité de fin de carrière;

2° s'il se trouvait, au moment du décès, en disponibilité pour convenances personnelles. Toutefois, s'il s'y trouvait depuis moins de 6 mois , l'octroi de l'indemnité de décès pourra être décidé par le Ministre des Colonies ou son délégué.".

.../...

Article 10.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de faire précéder le nouveau texte des mots "Article 98.-") ...

Article 11.-

... (texte du projet du Gouvernement) ....

Article 12.-

L'article 104 du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Article 104.- L'agent ... d'activité, et aux indemnités ...

Le Ministre des Colonies détermine les autres indemnités qui pourraient être attachées au traitement de congé.

Toutefois, le traitement de congé est ramené au quart du traitement d'activité et les indemnités familiales y afférentes sont réduites de la manière prévue à l'article 63 :

1° à partir du 10e mois de la prolongation, pour l'agent en congé prolongé pour raison de santé;

2° pour l'agent en congé anticipé pour raison de santé, à partir du 10e mois au-delà du congé auquel lui donne droit sa période de service interrompue.

L'agent placé en congé prolongé pour des raisons personnelles est exclu du bénéfice du traitement de congé et des indemnités familiales y afférentes. ".

.../...

Article 13.-

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de faire précéder le nouveau texte des mots : "Article 175.-") ...

Article 14.-

L'article 176 du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 176. - Pour les agents nommés sous le statut avant le 1er janvier 1932, et qui se trouvent dans les conditions prévues à l'article 175, alinéa 1er, l'indemnité de fin de carrière sera égale aux 3/8 du taux annuel de leur dernier traitement d'activité, majorée de la moitié du montant annuel de leurs indemnités familiales.".

Article 15.-

L'article 178 du même statut, modifié par les arrêtés royaux des 23 février 1953 et 27 octobre 1953, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 178.- L'indemnité prévue aux articles 175, alinéa 1er, et 176 est acquise dès l'achèvement du terme de 23 années de services effectifs.

Elle est payée en Afrique la veille de l'expiration de la dernière période de services effectifs.

Si l'agent vient à décéder avant cette dernière date, l'indemnité de fin de carrière est remplacée par l'indemnité de décès prévue aux articles 95 et 96.".

.../...

Article 16.-

L'article 198 du même statut est remplacé par la disposition suivante :

"Par dérogation à l'article 46, la durée ...(la suite comme au projet du Gouvernement) ...

Article 17.-

L'article 200, 1, du même statut, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953, est remplacé par la disposition suivante :

" 1) Après chaque année scolaire et sous réserve de l'application de l'article 198, alinéa 2, les membres du personnel des écoles officielles visés à l'article 197, a et b, ont droit à un congé à passer soit en Belgique, soit au Congo. En aucun cas, sauf lorsque l'article 198, alinéa 2, leur a été appliqué, leur séjour au Congo ne peut dépasser deux ans. Les congés passés au Congo le sont dans une des régions salubres déterminées par le Gouverneur général.".

Article 18.-

Sont abrogés dans le même statut :

1° l'article 50;

2° l'article 102, alinéas 2 et 3, modifié par l'arrêté royal du 23 février 1953;

3° l'article 105;

4° les articles 179 à 182, modifiés par l'arrêté royal du 23 février 1953.

.../...

Article 19.-

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Colonies,

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET STATUUT VAN HET BESTUURSPERSONEEL IN AFRIKA, GEVOEGD BIJ HET BESLUIT VAN DE REGENT VAN 20 AUGUSTUS 1948.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gevoegd bij het besluit van de Regent van 20 Augustus 1948, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari 1953, 27 October 1953 en 15 Maart 1954;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Koloniën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 46, eerste lid, van het statuut van het bestuurspersoneel in Afrika, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"De perioden van werkelijke dienst in de Kolonie bedragen 36 maanden totdat 15 jaren werkelijke dienst volbracht zijn; daarna bedragen zij 30 maanden. Nochtans wordt de laatste periode van werkelijke dienst eventueel verminderd bij toepassing van artikel 47, tweede lid.".

Artikel 2.-

Artikel 47, derde lid, van hetzelfde statuut, wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 3.-

Artikel 48, vijfde en zesde lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Aan de werkelijke dienst van de beambte kan ambtshalve een einde worden gemaakt bij het verstrijken van het verblijf in Afrika waarna hij minder dan twee jaar werkelijke dienst te volbrengen zou hebben alvorens de leeftijdsgrens te bereiken.

De loopbaan eindigt bij het verstrijken van het verlof waarop de laatste dienstperiode recht geeft en dat eventueel wordt verlengd met het in artikel 98 bedoelde overschot van verlof.".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 53, eerste lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het verlof wordt in de loopbaan niet medegerekend zolang deze duurt. Wanneer de loopbaan na ten minste 15 jaar dienst eindigt, wordt zij fictief vermeerderd met een periode overeenstemmende met de verlofperioden en forfaitair vastgesteld op één zesde van de werkelijke dienst gedurende de eerste 15 jaren werkelijke dienst, en met een vijfde daarvan voor de daaropvolgende jaren.".

Artikel 5.-

Artikel 60, laatste lid, van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 Maart 1954, wordt door de volgende bepaling vervangen :

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 6.-

Artikel 61, eerste lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Activiteitswedde, verlofwedde en wachtgeld worden maandelijks en vooruit uitbetaald. In geval van overlijden blijft de gehele wedde der lopende maand door de weduwe of, bij dezer ontstentenis, door de kinderen van de beambte verkregen.".

Artikel 7.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

.../...

Artikel 8.-

Artikel 95 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 95.- De weduwe van iedere beambte die op het grondgebied der Kolonie, of terwijl hij buiten de Kolonie voor dezer rekening een officiële zending volbracht, overleden is, heeft recht op een vergoeding welke ingaat op de eerste dag der maand volgend op de maand van het overlijden.

Deze vergoeding wordt slechts toegekend wanneer de weduwe zich op het grondgebied der Kolonie bevindt en overeenkomstig het bepaalde in artikel 79, laatste lid, behoorlijk gemachtigd is om daar te verblijven. Bij ontstentenis van de weduwe, wordt de vergoeding toegekend aan de kinderen van de beambte die zich daar onder dezelfde voorwaarden bevinden.

De vergoeding wordt berekend naar evenredigheid van de tijd welke de rechtverkrijgende normaal nodig heeft om de Kolonie te kunnen verlaten, en op grondslag van de bruto-maandwedde van de overleden beambte, vermeerderd met de daaraan verbonden vergoedingen welke hij op het tijdstip van zijn overlijden genoot.".

Artikel 9.-

Artikel 96, tweede en derde lid, van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De in het eerste lid bepaalde vergoeding wordt niet toegekend in de twee volgende gevallen :

1° indien de beambte de vergoeding voor loopbaaneinde genoten heeft;

2° indien hij, op het tijdstip van zijn overlijden, wegens persoonlijke aangelegenheden ter beschikking was gesteld. Bevond hij zich nog geen zes maanden in deze toestand, dan kan de Minister van Koloniën of zijn gemachtigde de toekenning van de vergoeding wegens overlijden ge-

Artikel 10.-

Artikel 98 van hetzelfde statuut,gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 98.-

Bij het verstrijken van elke periode werkelijk dienst wordt aan de beambten een regelmatig verlof toegestaan.

Voor de eerste 15 jaren werkelijke dienst is de duur van het verlof gelijk aan één zesde der recpectieve dienstperioden. Voor de werkelijke diensten boven deze eerste 15 jaren is de duur gelijk aan een vijfde.

... (voorts als in het ontwerp der Regering)...

Artikel 11.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 12.-

Artikel 104 van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 104.-

De beambte die met regelmatig, vervroegd of verlengd verlof is, heeft recht op een verlofwedde waarvan het bedrag gelijk is aan drie vierde van zijn activiteitswedde, en op de gezinstoelagen waarop hij zou kunnen aanspraak maken indien hij in werkelijke dienst was.

De Minister van Koloniën bepaalt de andere vergoedingen die aan de verlofwedde zouden kunnen toegevoegd worden.

De verlofwedde wordt evenwel tot een vierde van de activiteitswedde verminderd en de daaraan verbonden gezinstoelagen worden op de in artikel 63 bepaalde wijze verminderd :

1° vanaf de tiende maand van de verlenging, voor de beambte met verlengd verlof om gezondheidsredenen ;

2° voor de beambte met vervroegd verlof om gezondheidsredenen, vanaf de tiende maand boven het verlof waarop hij volgens zijn onderbroken dienstperiode recht heeft.

De beambte aan wie een verlengd verlof wegens persoonlijke aangelegenheden is gegeven, heeft geen aanspraak op verlofwedde en de daaraan verbonden gezinstoelagen.".

.../...

Artikel 13.-

Artikel 175 van hetzelfde statuut,gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"Artikel 175.-

Behalve het verlof waarop hij volgens zijn laatste dienstperiode recht heeft, kan iedere beambte, na voleindiging van een loopbaan van ten minste 23 jaar, zijn rechten doen gelden op een vergoeding waarvan het bedrag is vastgesteld op 1/6 van het jaarlijks bedrag van zijn laatste activiteitswedde.

De beambte die, nadat hij ten minste 15 jaar werkelijke dienst heeft volbracht, wegens lichamelijke ongeschiktheid wordt ontheven of de leeftijdsgrens bereikt, heeft echter recht op een vergoeding waarvan het bedrag is vastgesteld op respectievelijk 1/12 of 1/9 van dezelfde wedde, naar gelang hij minder dan 19 of minder dan 23 jaar werkelijke dienst heeft volbracht.

In ieder geval wordt de vergoeding vermeerderd met een vierde van de som welke het jaarlijks bedrag der gezinstoelagen vertegenwoordigt.".

Artikel 14.-

Artikel 176 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 176.-

Voor de personeelsleden die vóór 1 Januari 1932 onder het statuut benoemd zijn en die verkeren in de omstandigheden genoemd in artikel 175, eerste lid, is de vergoeding voor loopbaaneinde evenwel gelijk aan 3/8 van het jaarlijks bedrag hunner laatste activiteitswedde vermeerderd met de helft van het jaarlijks bedrag hunner gezinstoelagen.".

Artikel 15.-

Artikel 178 van hetzelfde statuut, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 Februari 1953 en 27 October 1953, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 178.-

De in de artikelen 175, eerste lid, en 176 bepaalde vergoeding is verkregen zodra de termijn van 23 jaar werkelijke dienst volbracht is.

Zij wordt in Afrika uitbetaald de dag vóór het verstrijken van de laatste periode werkelijke dienst.

Indien de beambte vóór deze laatste datum komt te overlijden,wordt de vergoeding voor loopbaaneinde vervangen door de vergoeding wegens overlijden, in de artikelen 95 en 96 bepaald.".

.../...

Artikel 16.-

Artikel 198 van hetzelfde statuut wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 198.-

In afwijking van artikel 46, ... (voorts als in het ontwerp der Regering) ...".

Artikel 17.-

Artikel 200, 1 , van hetzelfde statuut, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"1) na afloop van elk schooljaar en onder voorbehoud van de toepassing van artikel 198, tweede lid, hebbe de in artikel 197, a en b, bedoelde leden van het personeel der officiële scholen recht op een, hetzij in België, hetzij in Congo door te brengen verlof. In geen geval mag hun verblijf in Congo langer dan twee jaar duren, behalve wanneer het tweede lid van artikel 198 op hen werd toegepast. De verlofperioden in Congo worden doorgebracht in een van de gezonde streken welke de Gouverneur-generaal aanwijst.".

Artikel 18.-

In hetzelfde statuut worden opgeheven :

1° artikel 50 ;

2° artikel 102, tweede en derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953 ;

.../...

3° artikel 105 ;

4° de artikelen 179 tot 182, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 Februari 1953.

Artikel 19.-

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Koloniën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX, G. VAN HECKE,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.